



Longues peines de prison
pour endiguer les
femmes insurgées
d'Iran

Rapport Mensuel
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne

Août 2019

Longues peines de prison pour endiguer les femmes insurgées d'Iran

Les derniers mois ont vu la répression s'intensifier en Iran ainsi que l'escalade des agressions dans les eaux internationales par le régime des mollahs.

Puisque tout changement dans le comportement des mollahs au pouvoir finira par les renverser, le régime a massivement réprimé le peuple iranien afin de contenir le mécontentement généralisé et de freiner ces soulèvements contre un régime corrompu qui a détruit l'industrie, l'économie et l'environnement du pays; laissant la majorité de la population avec les poches et les paniers vides, sous le seuil de pauvreté, pendant que les responsables du régime volent chaque jour des sommes exorbitantes et disparaissent les uns après les autres.

Les femmes ont toujours été les premières victimes de l'oppression en Iran.

Ainsi, en août, une prisonnière d'opinion a été flagellée avant d'être libérée.

Des peines de 5 à 24 ans d'emprisonnement pour participation à de simples actes de protestation avaient été prononcées, ainsi que l'intensification de la pression physique et psychologique dans diverses prisons, suivi d'une nouvelle vague d'arrestations de militantes et, malheureusement, l'exécution d'une autre femme sans ressource.

[Reporters sans frontières \(RSF\)](#), basé à Paris, a fait part de son inquiétude qu'une nouvelle vague d'arrestations et d'interrogatoires de femmes journalistes aie débuté en Iran depuis début août.

Les pages limitées de ce rapport mensuel donnent un bref aperçu de l'actualité concernant les femmes iraniennes en août 2019.

Exécution et flagellation

Une femme de 38 ans, mère de deux enfants, a été pendue à la [Prison centrale de Mashhad](#) le 25 août 2019. Elle avait commis un meurtre pour pauvreté. Non identifiée nommément, elle était la 94ème femme exécutée sous les mandats de Rouhani. Le régime iranien a exécuté au moins quatre femmes en juillet.

Elham Ahmadi, une Soufie des serviteurs Gonabadi en Iran, a été libérée de la prison d'Evin le 13 août 2019, mais a reçu 74 coups de fouet avant son départ, selon l'ancien prisonnier politique Golrokh Iraee.



ElhamAhma

De lourdes peines pour des militantes civiles et des défenseurs des droits des femmes

Une peine de 24 ans prononcée contre [Saba Kordi Afsharish](#) a choqué le monde.

Mme Kord Afshari, 20 ans, venait d'être transférée de la prison de Qarchak au quartier pénitentiaire pour femmes d'Evine, où elle avait é

té battue violemment à plusieurs reprises par des prisonniers dangereux. Elle avait également subi des interrogatoires répétés menés par les services de renseignements de la GRC pour la contraindre à des aveux forcés. L'IRGC a même arrêté sa mère, Raheleh Ahmadi, pour renforcer la pression exercée sur elle, mais elle a refusé de coopérer.



Enfin, le tribunal qui l'avait jugée le 19 août l'a condamnée à 24 ans de prison pour «propagande contre l'État», «association et collusion contre la sécurité nationale» et «promotion de la corruption et de la prostitution en enlevant son voile et en se promenant dans la rue sans voile ».

Mme Kord Afshari a été arrêtée pour la première fois en août 2018 lors de manifestations dans la rue à Téhéran. Emmenée à la prison de Qarchak, elle a été condamnée à un an de prison pour «perturbation de l'ordre public» et a été transférée au quartier pénitentiaire pour femmes de la prison d'Evin.

Saba Kord Afshari a été libérée en février 2019, mais a été arrêtée à nouveau le 1er juin et détenue depuis.

La militante syndicale [Atefeh Rangriz](#), actuellement détenue à la prison de Qarchak, a été condamnée à 11 ans et six mois de prison et à 74 coups de fouet. Elle a été arrêtée parmi un groupe de 15 militants syndicaux lors d'un rassemblement organisé le 1er mai à Téhéran. Mme Rangriz est titulaire d'une maîtrise en sociologie.

[Marzieh Amiri](#), journaliste et militante étudiante, a été condamnée à 13 ans d'emprisonnement et à 148 coups de fouet, après avoir été jugée à Téhéran le 13 août. Marzieh Amiri est épileptique et a été saisie à l'audition,

mais la demande de son avocat de la libérer temporairement sous caution pour traitement médical a été rejetée.

Marzieh Amiri a également été arrêtée lors de la manifestation à Téhéran à l'occasion de la fête internationale du travail.

[Nasrin Javadi](#) (alias Azam Khezri), une militante syndicale également arrêtée lors de la fête internationale du travail à Téhéran, a été condamnée à 7 ans de prison et à 74 coups de fouet. Mme Javadi est une ancienne employée de la société de distribution médicale et retraitée de la Social Security Organization, membre du conseil fondateur du conseil de la sécurité sociale du secteur de la retraite et membre de la Free Union of Iran Workers.

Son procès a eu lieu devant le tribunal révolutionnaire de Téhéran le 6 août. Elle a été condamnée à cinq ans de prison pour "association et collusion contre la sécurité nationale", à un an de prison pour "propagande contre l'État" et à un autre. année de prison et 74 coups de fouet pour "perturbation de l'ordre public".

Neuf militants de la société civile, dont trois femmes, ont été condamnées à un total de 54 ans d'emprisonnement le 26 août 2019. Ces femmes étaient Shima Babaii, Mojgan Lali et Shaghayegh Mahaki.

Chacune des trois femmes a été condamnée à six ans de prison. Leur audience s'est tenue le 21 avril 2019 à Téhéran, les informant de leurs accusations, notamment "d'association et de collusion contre la sécurité nationale" et de "propagande contre l'État".

Vague d'arrestations arbitraires

Le 1er août, il a été confirmé que Zahra Akbari-Nejad, épouse du prisonnier politique Abolghassem Fouladvand, avait été arrêtée par les forces de sécurité et transférée dans un lieu inconnu.

L'arrestation a eu lieu le 23 juillet 2019, lorsque des agents du ministère du Renseignement ont attaqué sa résidence sans mandat.

Mme Akbari-Nejad a appelé ses proches 48 heures plus tard pour les informer qu'elle était détenue dans le quartier n° 4 de la prison d'Evin.

Mme Zahra Akbari-Nejad, 49 ans, souffre d'un certain nombre de maladies, notamment de maladies cardiaques, et est très vulnérable au stress mental, et physique



Abolghassem Fouladvand est un partisan de l'Organisation iranienne des moudjahidine du peuple (OMPI / MEK), emprisonnée depuis 2013 sans jour de permission et actuellement détenue à la prison de Gohardasht à Karaj (Rajaii Shahr). installations minimales.

Le 1er août, il a également été signalé qu'une militante kurde, Parvin Advaii, avait été arrêtée chez elle lors d'une descente effectuée par des agents du service de renseignement de Marivan, au Kurdistan iranien, le 27 juillet 2019.

Sahar Shahrabi Farahani, une militante syndicale, a été arrêtée le 3 août 2019 lors d'un rassemblement devant l'audience d'Asal Mohammadi, Sanaz Allahyari et d'autres personnes ayant participé aux manifestations de l'usine de canne à sucre de Haft Tappeh à Shush.

Elle a 32 ans, est peintre et étudiante en littérature persane.

[Asal Mohammadi](#), militante des droits de l'Homme, étudiante en sciences pharmaceutiques et l'une des accusées dans le cadre de la manifestation des travailleurs de l'usine de canne à sucre de Haft Tappeh a été arrêtée le 4 août 2019 et emmenée à la prison d'Evin.

Mme Mohammadi a été accusée de «constitution de groupes dans l'intention de saboter la sécurité nationale, d'appartenance à des groupes ou de collectifs dans le but de saboter la sécurité nationale, de propagande contre l'État, de rassemblement et de collusion contre la sécurité nationale».

Le 4 août 2019, les forces de sécurité ont arrêté Mme Raha Ahmadi et l'ont emmenée dans un lieu inconnu.

Sa famille a demandé où elle se trouvait sans aucune réponse.

Quinze militants des droits civiques, dont cinq femmes, ont été arrêtés le 11 août 2019 pour avoir participé à une manifestation devant le tribunal de Mashhad, où un professeur d'université était jugé.

Trois des femmes ont été identifiées [comme Hurriyeh Farajzadeh, Fatemeh Sepehri et Pouran Nazemi](#).

L'agence de presse officielle Fars News Agency a accusé les manifestants arrêtés de «perturber la sécurité» et d'être «en contact avec des groupes favorables au changement de régime».

Quatre femmes baha'ies ont été arrêtées le 10 août 2019.

Monireh Babil Soflayee et Minoos Zamani ont été arrêtées à Téhéran et emmenées à la prison d'Evin.

Paris Sobhanian Najafabadi et Soheila Haghighat ont été arrêtés par les forces de sécurité à Roudehen et à Shiraz.

La militante des droits des travailleurs, Narges Mansouri, a été arrêtée par les forces de sécurité le 12 août 2019.

Elle est membre du syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue. On ignore où elle se trouve.



[Noushin Jafari](#), photographe de théâtre et de cinéma, a été arrêtée par les forces de sécurité le 3 août 2019, devant son domicile. anniversaire de deuil religieux et pour la diffusion de propagande contre l'Etat.



Mme Shahla Entesari, une militante des droits des femmes, a été arrêtée le 22 août 2019 à Rasht. Mme Giti Pourfazel, une avocate à la retraite, a été arrêtée le 19 août 2019 et Zahra Jamali, une militante civile, a été arrêtée à Téhéran le 24 août 2019.

On ignore où se trouvent les femmes arrêtées.

Entre-temps, la famille de l'ancienne détenue politique Sedigheh Moradi et son mari s'inquiètent de leur sort.

Elles ont été arrêtées le 7 juillet 2019 par des agents du renseignement à Téhéran et aucune information n'a été fournie sur leur sort.

Sedigheh Moradi, 57 ans, a une fille de 20 ans.

Trois mois après la détention arbitraire de Zahra Mohammadi, directrice de l'Association sociale et culturelle Nojin à Sanandaj, son sort reste inconnu.



Des Baux très lourds et refus de la libération des prisonniers sous caution

Le procès de la militante syndicale [Atefeh Rangriz](#) a eu lieu le 5 août 2019 à Téhéran, où il avait été réclamé le versement d'une caution de 2 milliards de tomans pour sa libération provisoire, mais elle a été renvoyée à la prison de Qarchak car sa famille n'avait pas les moyens de la payer.

Les rapports publiés le 14 août 2019 suggèrent que la peine de détention d'Asal Mohammadi aurait été réduite suite à une caution de 2 milliards de tomans, somme que sa famille n'a pas été en mesure d'obtenir.

Le tribunal s'est réuni le 19 août 2019 pour examiner les accusations portées contre Sanaz Allahyari et son mari, et a rejeté la demande de modification de leur mandat de détention pour obtenir une caution. Le tribunal a également procédé à une lourde caution de 300 millions de tomans pour la libération provisoire de Farangis Mazloumi, mère du prisonnier politique Soheil Arabi, incarcérée dans de piètres conditions physiques à l'isolement cellulaire dans la salle 209 de la prison d'Evin.

Sa famille n'a pas les moyens de payer la caution.

Mme [Mazloumi](#) est en grève de la faim depuis le 16 août 2019 pour protester contre l'annulation de sa visite et ses appels hebdomadaires à sa famille.

Mme Mazloumi est sous pression depuis son arrestation le 22 juillet pour faire la contraindre à des aveux forcés.

Malgré sa maladie, elle entame une grève de la faim depuis le 16 août 2019.

Le tribunal a également rejeté la proposition de transformer le mandat d'arrêt de deux mois à l'encontre de Raha Ahmadi en une caution de 600 millions de tomans



Le nouveau chef de prison impose plus de restrictions aux détenus

Le nouveau directeur de la prison d'Evin, Gholamreza Ziaii, a élaboré de nouvelles règles, créant davantage de restrictions et de privations pour les prisonniers.

L'assurance maladie des prisonniers a été supprimée, ce qui les laisse à la charge de tous leurs frais médicaux.

Ainsi, si une prisonnière ne peut pas se permettre de payer pour son traitement, elle sera alors totalement privée de traitement médical.

Les prisonniers politiques avaient l'habitude de rendre visite à leur famille tous les 28 jours, sans aucune demande.

Maintenant, ils doivent soumettre une demande écrite pour toute visite.

Les détenues du quartier des femmes d'Evin subissent de plus en plus de restrictions.

Les prisonnières pouvaient rendre visite à leurs enfants de moins de 18 ans une fois par semaine, mais à présent, leurs visites ont été limitées à une fois par mois et leurs appels à une fois par semaine pendant 2 à 5 minutes.

Dans le même temps, les autorités pénitentiaires interdisent la livraison de vêtements ou d'appareils électriques apportés aux prisonniers par leurs familles.

Envoi d'un message de résistance des prisons

Malgré des pressions énormes en prison, les femmes courageuses et éprises de liberté n'ont pas cédé à leurs droits.

Un certain nombre de ces femmes ont envoyé des lettres ouvertes de l'intérieur de leurs cellules, transmettant leur message de résistance.

La prisonnière politique Atefeh Rangriz a envoyé une lettre ouverte de la prison de Qarchak à Varamin le 15 août 2019, décrivant la situation comme étant «l'enfer».

Dans une lettre au directeur général des prisons de Téhéran, le 17 août 2019, [environ 200 femmes](#) détenues dans la tristement célèbre prison Qarchak à Varamin ont exprimé leur protestation contre les conditions insupportables dans lesquelles elles se trouvaient.

Comment pouvons-nous gagner notre vie pour survivre? "

[Monireh Arabshahi](#), actuellement détenue à la prison pour femmes de la prison d'Evin, a envoyé une lettre le 3 août 2019 à la prison de Qarchak, dans laquelle elle écrivait:

«On ne promet aucun lendemain à personne. C'était une phrase que j'avais entendue maintes fois et comme la plupart des gens, j'y croyais. Mais à ce moment-là, dans un coin de la cellule de prison sans trouver un endroit confortable et tranquille pour un peu de concentration et de réflexion, mon point de vue et ma perception de ce dicton ancien et omniprésent ont changé de 180 degrés et je me suis rendu compte que les êtres humains peuvent être conscients de leur avenir... avec des pas qu'ils tournent vers de meilleurs lendemains, portés par des idées qui guident leur vie et avec un cœur qui a foi en leurs actes et en leurs idées.

On peut mêler la foi et la pratique, l'esperance et le concret pour ouvrir les portes sur l'avenir et voir au-delà.

Dans une telle quête, peu importe quand et comment on meurt.

Et aujourd'hui, je me sens comme un oiseau libre qui a choisi sa voie devant lui et avance avec confiance. "



Censures internationales

La condamnation par le régime iranien de 55 ans de prison de trois militantes des droits des femmes en Iran a suscité un tollé international.

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a informé [Yasaman Aryani, Monireh Arabshahi et Mojgan Keshavar](#) de leur condamnation en l'absence de leurs avocats le 31 juillet 2019.

Le 16 août 2019, le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme a publié une déclaration condamnant la peine de 55 ans de prison prononcée à l'encontre de trois militantes des droits des femmes en Iran:

«Nous appelons les autorités iraniennes à annuler ces condamnations et à les libérer immédiatement les défenseurs des droits de l'Homme qui ont été arrêtés arbitrairement pour leur travail de défense des droits des femmes et pour assurer le plein respect du droit des femmes, à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté de réunion pacifique et à la non-discrimination. »

La déclaration d'experts de l'ONU a ajouté: "Selon des rapports, depuis janvier 2018, au moins 32 personnes ont été arrêtées et au moins 10 emprisonnées pour avoir protesté contre le port obligatoire du hijab."

Le porte-parole du département d'État, Morgan Ortagus, et le commissaire allemand aux droits de l'Homme et à l'assistance humanitaire au ministère fédéral des Affaires étrangères, Bärbel Kofler, ont également condamné les «lourdes peines de prison» et demandé la «libération immédiate de ces femmes et de toutes les autres femmes détenues» militantes des droits de l'Homme. "

Un peu plus tôt, Amnesty International avait déclaré: "Faire des criminels des femmes et des filles qui refusent de porter le hijab est une forme de discrimination extrême".

La peine de 24 ans prononcée contre Saba Kord Afshari a également suscité un tollé international. Morgan Ortagus, du département d'État américain, a de nouveau condamné cette condamnation. De plus, des centaines de médias, et de médias occidentaux et dans le monde arabe ont rendu compte de cette injustice condamnant cette femme âgée de 20 ans à rester en prison pendant «un quart de siècle».

Dans son dernier rapport publié le 26 août 2019, Reporters sans frontières (RSF), une organisation internationale basée à Paris, a déclaré: "La République islamique est maintenant la plus grande prison de femmes journalistes au monde, avec un total de dix actuellement détenues."

RSF a exprimé son inquiétude quant au fait qu'une nouvelle vague d'arrestations et d'interrogatoires de femmes journalistes avait commencé en Iran depuis début août.

Sanaz Allahyari, Marzieh Amiri, Shima Entessari, Noushin Jafari, Avisha Jalaluddin, Farangis Mazloom, Assal Mohammadi, Nargess Mohammadi, Sepideh Moradi et Hengameh Shahidi figurent parmi les femmes journalistes emprisonnées par le régime iranien.

RSF a indiqué que la République islamique était précédemment classée cinquième parmi les pays comptant le plus grand nombre de femmes journalistes détenues. Cependant, "l'Iran détient plus de femmes dans le cadre de leurs activités journalistiques que tout autre pays du monde".

Jeunes femmes détenues pour avoir pénétré dans des stades de sport

[La Fédération mondiale de football](#) (FIFA) a fixé au 31 août 2019 le délai imparti au régime iranien pour autoriser les femmes iraniennes à entrer dans les stades pour regarder les match de football.



Le procureur général des mollahs, Mohammad Jafar Montazeri, s'est déclaré opposé: «Pensez-vous qu'il s'agit d'une affaire simple lorsque la FIFA a officiellement annoncé que si les femmes n'étaient pas autorisées à entrer dans les stades, elles empêcheraient l'Iran de participer à des matches internationaux? ... Est-ce qu'ils se sentent désolés pour les femmes quand ils ont soif d'être autorisés à entrer dans les stades en Iran? Sont-ils inquiets pour nos centres sportifs? Ou craignent-ils que les femmes ne soient pas privées de la grâce de regarder le football? Ne prenez pas cela comme une simple affaire. »(Agence de presse ISNA - 7 août 2019)



Nasser Makarem Shirazi, une des autorités religieuses du régime, a également déclaré: «Les femmes doivent s'abstenir de participer à de tels programmes. D'autant plus quelles peuvent les regarder grâce à divers médias et que leur présence n'est pas nécessaire. »(Agence de presse officielle Aftab, 5 août 2019)

Le IRGC (Corps de la Garde révolutionnaire islamique) a arrêté plusieurs jeunes femmes le 12 août 2019 après avoir tenté d'entrer dans des stades iraniens déguisés en hommes afin de contourner l'interdiction.

Elles ont été détenues dans la tristement célèbre prison de Qarchak pendant plusieurs jours, puis libérées sous caution.

Parmi les personnes arrêtées, Zahra Khoshnavaz, Leili Maleki, Hedieh Marvasti et Forough Alaei, photographe de Donya-ye Eqtesad.

Nouveau plan pour augmenter la pression sur les femmes

Un nouveau plan a été mis en place à travers l'Iran pour renforcer encore la répression des femmes pour mauvais port du voile.

Selon le nouveau plan, la police sera présente dans les lieux publics, les grands magasins et les plages pour avertir les femmes qui sont considérées indûment voilées selon les normes du régime.

Ayyoub Soleimani, commandant par intérim de la police, a déclaré: «Le plan sera mis en œuvre dans tous les lieux où le public est le plus visible, notre présence et notre surveillance seront plus sérieuses.»

Plus tôt cette année, Hossein Rahimi, commandant de la police de Téhéran, a déclaré: "La police identifiera et traitera les véhicules dont les passagers enlèveront leur voile." (Agence de presse officielle IRNA) - 25 avril 2019)

Selon une enquête publiée en juillet 2018 par le Centre de recherche du parlement des mollahs, près de 70% des Iraniennes ne croient pas au voile obligatoire ou font partie des "mal-protégés" et protestent contre le voile obligatoire en Iran.

Le rapport stipule en outre que les femmes iraniennes observent le voile uniquement par la contrainte et par de sévères restrictions.

Des suicides choquants pour échapper à la pauvreté, et aux lois oppressives sur le mariage

Les informations d'août ont confirmé que la pauvreté avait largement contribué au suicide des jeunes mères ayant des enfants et des familles entières à charge.

Il y a eu aussi un cas où le père au chômage a tué sa femme et ses enfants pour la raison à laquelle il ne pouvait plus s'en occuper.

Dans le même temps, les lois oppressives sur le mariage étaient une autre source de désespoir pour les femmes qui choisissaient de mettre fin à leurs jours.

Une mère et sa fille de 11 ans ont fini leur vie en consommant du phosphore d'aluminium le 2 août 2019 à Neyriz, dans la province de Fars.

Le 3 août 2019, le père de famille s'est également tué dans un accident délibéré.

Cinq jours auparavant, des médias officiels iraniens avaient annoncé un autre suicide collectif à Yazd, où quatre membres d'une même famille s'étaient suicidés le 28 juillet 2019.

La mère de la famille avait mis fin à ses jours avec de fortes injections d'insuline. Les trois enfants de la famille, après en avoir informé les Urgences, se sont également suicidés en consommant du phosphore d'aluminium avant l'arrivée des unités d'urgence.

Les équipes de sauveteurs ont réussi à sauver le fils de la famille, mais ses deux sœurs ont perdu la vie. (Le site public de Fararu - 28 juillet 2019)

[Elaheh Amiri](#), la mère d'un enfant de deux ans, s'est pendue le 2 août 2019 dans un village de Saqqez.

Une jeune femme du nom de Zibaset, âgée de 16 ans, s'est immolée par le feu pour échapper à l'insistance de sa famille pour qu'elle épouse un vieil homme.

Le 26 août 2019, le quotidien gouvernemental Khorasan a annoncé que la jeune femme avait été forcée de se marier par ce mariage par sa belle-mère. Selon ce rapport, de nombreuses parties du visage et du corps de Ziba ont été brûlées, mais elle est toujours en vie.



Selon les lois sur le mariage sous le régime religieux, l'âge légal du mariage des filles est de 13 ans.

Dans un autre rapport choquant de Dehloran, une femme mariée du nom de Mandana Hosseini, qui a quatre fils, s'enflamme pour protester contre le second mariage de son mari. Elle est décédée après quatre jours dans un centre médical à Ilam le 19 août 2019, à cause de l'étendue et la gravité des brûlures.

Selon les lois oppressives sur le mariage imposées par le régime des mollahs, les hommes peuvent avoir quatre épouses. Dans le même temps, ils sont autorisés à divorcer de leurs femmes sans les informer.

L'Iran se classe au premier rang au Moyen-Orient pour le nombre de femmes qui se sont suicidées.

